

RÉCONCILIATION NATIONALE ET ATTENTATS TERRORISTES

Le grand écart

Trois ans après l'entrée en vigueur de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, le discours politique reste totalement décalé de la réalité du terrain. Les dispositions de cette charte n'ont toujours pas mis un terme au terrorisme islamiste en Algérie. Les derniers attentats sont là pour l'attester.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Je suis déterminé d'abord, comme je m'y suis engagé, à poursuivre et à approfondir la démarche de réconciliation nationale», a insisté Abdelaziz Bouteflika en prononçant, le 20 avril dernier, son troisième discours d'investiture à la magistrature suprême. La poursuite de la politique de réconciliation envers les groupes terroristes armés figure donc parmi les priorités du troisième mandat de Bouteflika.

Néanmoins, tout au long de la campagne électorale, l'homme n'a cessé de souffler le chaud et le froid : «Moi je dis à tout le monde que l'Algérie a certes un grand cœur et est toujours prête à accueillir les éventuels égarés. Mais que tout le monde sache que celui qui nous terrorise, nous allons le terroriser à notre tour (...) Je peux même affirmer que le laïc est plus musulman que l'islamiste car le laïc pratique moins ses devoirs religieux, comme la prière, le pèlerinage, etc. tandis que l'islamiste, lui, politise l'Islam. Eh bien, qu'il sache que nous ne permettrons plus jamais ça ! L'instrumentalisation de la

religion, c'est fini (...) Ces gens-là (les islamistes, ndlr) s'imaginent qu'ils ont seulement endeuillé quelques citoyens. Non ! Ils ont été la cause de beaucoup de malheurs pour le pays. S'ils se sont égarés, ils sont tenus de le reconnaître publiquement devant le peuple algérien. Ils doivent reconnaître qu'ils ont porté atteinte à l'honneur du pays (...) Il n'y aura pas d'amnistie générale sans référendum, car c'est le peuple qui pardonne et nous ne ferons qu'appliquer, en toute souveraineté, sa décision.»

En évoquant, même du bout des lèvres, l'éventualité d'un recours à une amnistie générale en faveur des terroristes, Bouteflika laisse entendre que cette mesure est la suite logique de sa volonté «à poursuivre et à approfondir la démarche de réconciliation nationale».

Pourtant, la réalité du terrain devrait imposer une tout autre logique. Depuis 2006, année d'entrée en vigueur de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader. 2007 et 2008 ont été des années sanglantes émaillées d'attentats kamikazes à la voiture piégée.



Photos : Samir Sid

Depuis 2006, la situation n'a cessé de se dégrader.

Ces derniers mois, on assiste à une recrudescence des actes terroristes. Le 2 juin, 8 policiers et 2 enseignants chargés de superviser les épreuves du brevet d'enseignement moyen sont assassinés à Timezrit, dans la wilaya de Boumerdès.

Le 17 juin, un convoi de la Gendarmerie nationale tombe dans une embuscade tendue par un groupe terroriste sur la RN 5, dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj. Une vingtaine de gendarmes et des civils décèdent dans cette attaque qui s'est déroulée dans une zone censée être totalement sécurisée.

Comme à son habitude,

l'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) revendique l'attentat sur le Net. Quelques semaines plus tard, les terroristes assassinent Rabah Boussenen, un des premiers Patriotes de la wilaya de Skikda.

Personnage emblématique de la lutte contre le terrorisme dans la région depuis son engagement en 1993, Boussenen a été tué par un terroriste de 18 ans.

Signe des temps, à Guelma, un autre Patriote est, quant à lui, condamné à la peine capitale par la justice. Mohamed Gharbi, officier de l'Armée de libération nationale, avait repris les armes pour combattre l'AIS et le GIA dans

les maquis de Souk-Ahras. Menacé de mort par un «émir repent», Mohamed Gharbi saisi l'ensemble des autorités de sa ville.

Faute de réactions de ses interlocuteurs, il décide finalement de se faire justice. Présents en grand nombre le jour de son procès, des terroristes «repentis» célèbrent la sentence aux cris d'«Allah akbar».

De son côté, le gouvernement se rappelle soudain le rôle joué par les Patriotes et les Goupes de légitime défense. Il décide de revoir à la hausse leurs indemnités dans le cadre de la loi de finances et du budget complémentaire de

l'année 2009. Maigre reconnaissance dont bénéficient également les appelés et rappelés du contingent blessés dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Un droit longtemps revendiqué qui ne sera accordé qu'au terme d'humiliations et de vexations.

L'embuscade perpétrée mercredi dernier à Damous, localité située à l'ouest de la wilaya de Tipasa, vient rappeler la menace qui pèse continuellement sur les hommes de l'ANP. Les 23 jeunes militaires assassinés en l'an III de la réconciliation.

T. H.

SITUATION SÉCURITAIRE

Al-Qaïda au Maghreb confirme sa revendication de l'embuscade de Tipasa

Al-Qaïda au Maghreb a publié sur le Net un communiqué où elle revendique l'embuscade de mercredi dernier contre un convoi militaire à Beni-Milleuk (Tipasa).

Daté du 31 juillet dernier, il fait état de l'assassinat de 15 militaires et de la récupération de 9 armes, précisant que le convoi militaire était constitué de trois véhicules. Cette attaque a été dirigée par un terroriste présenté sous le nom de Abou Temmam Abdelhafidh.

Pour le moment, cette revendication reste à la fois curieuse et énigmatique du fait que la zone où a eu lieu l'embuscade est connue pour être le fief d'une autre organisation terroriste rivale, à savoir Jamaat houmate daawat salafiyat (HDS) (Groupe des protecteurs de la prédication salafiste) qui a déjà revendiqué une attaque similaire en janvier dernier.

A en croire cette organisation, elle s'est implantée dans la

wilaya de Tipasa dès 1997. Dans un document non daté (disponible sur le Net), les HDS font savoir qu'ils ont appris, en janvier 1997, de leurs réseaux de soutien que les dissidents du GIA, de Relizane à Tipasa, étaient disposés à (les) rejoindre. En effet, ces derniers ont effectivement rejoint les HDS avant et après l'implantation de leur «base» principale à Ramka (Relizane) en mars 1997.

Il y est même précisé que pour faciliter l'intégration des terroristes dissidents de la région centre du pays, les HDS ont dépêché, le même mois, à Djebel El-Louh (entre Aïn Defla et Médéa), une katiba pour les accueillir.

Le même document précise que devant l'afflux de



Lieu de l'attentat de mercredi dernier.

«dizaines» de dissidents et de nouvelles recrues, le groupe des HDS a dû se restructurer en plusieurs katibats pour mieux se redéployer sur le terrain allant de Tlemcen à Tipasa.

Les détails sur l'implantation des HDS dans cette dernière wilaya ne sont pas connus, mais

dans des communiqués disponibles sur le Net, ils revendiquent des attentats commis dans certaines régions de la wilaya de Tipasa, notamment à Gouraya (décembre 1998), Sidi-Rached (janvier 1999) et un perpétré en janvier 2000, mais sans préciser le lieu.

Depuis cette période, il est de temps à autre question, surtout à la faveur d'élimination de leurs membres par les forces de sécurité ou de leur «repentance», de la présence de cette organisation dans la wilaya de Tipasa, notamment dans sa partie ouest, entre Gouraya et la limite avec la wilaya de Chlef, où elle a revendiqué une embuscade entre Messelmoun et Beni-Milleuk en janvier dernier.

Comme il est connu, ceci depuis les débuts du terrorisme en Algérie, que deux organisations rivales ne partagent pas, surtout en milieu rural, une même zone dans une même wilaya, le fait que Aqmi affirme avoir commis un massacre en plein «fief» des HDS est pour le moins intrigant.

A moins qu'il ait eu un deal entre les deux organisations qui reste à découvrir.

Mohamed Issami